



LA LUTTE NE FAIT QUE COMMENCER...

Le 5 juillet n'est pas une fin, c'est une étape. Bien que la loi soit adoptée par 49.3, cela ne saurait nous arrêter. Une loi peut être retirée sous la pression des grèves et de la mobilisation.

La répression féroce n'a pas entamé notre détermination. Que ce soient les attaques directes contre les locaux syndicaux (du saccage par la police de celui de la CNT Lille au passage de la Bourse du travail de Paris le 28 juin dernier), les fouilles humiliantes des manifestants, les gardes à vue « préventives » (nouveau titre juridique alarmante), les interdictions de manifester, les violences policières, les faux défilés « en cage », rien n'y fait : **nous ne lâcherons pas.**

Certes, beaucoup de travailleurs vont partir en vacances, se délectant à juste titre des congés payés obtenus de haute lutte lors de grèves et occupations d'usine en 1936 (et non pas du fait de la bonne grâce d'un quelconque gouvernement...). Qu'importe, préparons **dès maintenant le retour en force pour une rentrée sociale la plus large possible.** Renflouons les caisses de grève, continuons de distribuer des tracts, de coller des affiches, d'organiser des rencontres, de soutenir nos camarades en procès, etc.

La loi travail est une attaque sans précédent de nos conquêtes sociales. Les mesurette cosmétiques ne remettent pas en cause les fondements mêmes du texte : imposer le libéralisme le plus sauvage du chacun pour soi. Si l'article 2 cristallise la confrontation en brisant le principe de faveur (l'accord d'entreprise ne peut être que meilleur que la convention collective, qui ne peut elle-même être que meilleure que le code du travail), d'autres mesures sont tout aussi dangereuses : généralisation des comptes personnels (CPA), transformant l'individu en entreprise, ou garantie jeunes, sorte d'aumône étatique, contre la logique de salaire socialisé de la Sécurité sociale ; contrôle accru des chômeurs

(article 52) ; destruction de la médecine du travail ; réduction des délais de prévenance pour les changements d'horaires des temps partiels, etc. Et **ce qui arrive aujourd'hui au secteur privé sera sans aucun doute par la suite imposé au secteur public**, déjà bien entamé par la RGPP et les restrictions budgétaires. **Nous sommes tous concernés, salariés, précaires ou chômeurs**, aujourd'hui pour certains, demain pour d'autres, et toutes les générations qui arriveront sur le marché du travail dans quelques années.

Sans compter la négociation Unédic ou le compte pénibilité, quoi que l'on en pense, sabordés par le Medef, sous le regard béat du gouvernement. **Car les vrais « casseurs », ce sont bien l'État et le patronat.** Ils ne respectent aucune loi, aucune règle, les contournant et refusant de les appliquer pour sauvegarder leurs intérêts financiers et leur pouvoir. Les voilà la chienlit, la canaille, les sauvages, ces grands délinquants sans limite. Tels les Lafarge faisant des affaires juteuses avec l'État islamique, Dassault vendant ses Rafale à l'Arabie saoudite, Macron ou Le Pen sous-déclarant leur patrimoine pour échapper à l'ISF, Sarko et ses casseroles sans fin, les DRH d'Air France, Goodyear ou Continental licenciant des milliers de salariés, etc. Les voilà ceux qui devraient comparaître immédiatement en procès et être condamnés à des travaux d'intérêts généraux pour reconstruire les vies qu'ils détruisent depuis des décennies, jusqu'à faire de la mort une source de profit...

Alors en septembre, changeons de braquet. Donnons nos luttes pour construire un tour de France des grèves et des blocages. Aucune montagne ne saurait nous résister : notre EPO,

c'est **l'entraide et la solidarité** ; notre pénalty, c'est **la grève générale** ; notre surface de réparation, les lieux de travail ; **notre meilleure défense, c'est l'attaque.**

Et pour celles et ceux qui voudraient encore y croire, ne nous laissons pas bernier par les appels électoraux qui ne manqueront pas de surgir dès la rentrée. **Les promesses n'engagent que ceux qui y croient.** Et les dernières années nous ont bien démontré ce que ça valait. N'oublions pas non plus que le Front national a réclamé plusieurs fois l'interdiction des manifestations et l'intervention de l'armée ou de la police contre les grévistes et les piquets de grève. N'oublions pas qu'ils n'ont eu de cesse d'attaquer les syndicats « terroristes ». N'oublions pas qu'ils réclament plus de « libertés » pour les « petits patrons », soi-disant accablés par les « charges » et un droit du travail trop rigide... N'oublions pas que cette famille de milliardaires et ses sbires néonazis ne cherchent qu'à diviser notre classe sociale entre « Français » et « étrangers » pour mieux nous exploiter et nous dominer tous. N'oublions pas qu'ils prévoient des abattements de cotisations sociales sous prétexte d'augmenter les salaires quand cela ne ferait en réalité que les baisser et détruire la Sécurité sociale. **N'oublions pas qu'ils rêvent d'un État encore plus répressif et liberticide.** L'extrême droite a toujours été et restera toujours l'ennemi des travailleurs :

aucune colère ne justifie que l'on « essaie pour voir ».

De droite, d'extrême droite ou de gauche, tous n'ont qu'un rêve : nous gouverner, maintenir leurs intérêts, leur pouvoir et celui du capital, petit, moyen ou gros.

Nos rêves ne tiennent pas dans leurs urnes. Notre syndicalisme, nos luttes, n'ont que faire de la couleur politique des classes dirigeantes. Notre autonomie, notre indépendance sont la garantie de nos victoires.

Alors fini de manifester comme des bêtes de foire à qui la police et l'armée lancent des grenades et des Flash-Ball à défaut de cacahuètes. Fini de négocier la longueur de la laisse dans les salons de l'Élysée ou de Matignon. Notre arme, nous ne cessons de le répéter depuis des mois, c'est la grève, le blocage de l'économie et des services publics.

Ne commettons pas une nouvelle fois l'erreur de partir dispersés, lycéens et étudiants, puis raffineries, puis dockers, puis cheminots, etc. Ne jouons plus la carte des journées de mobilisation en pointillés. **Dès maintenant, contre la loi travail et son monde, mettons en place les moyens de construire une grève générale reconductible** en l'automne, forte et unitaire.

POUR LE RETRAIT SANS CONDITION DE LA LOI TRAVAIL, LA LUTTE NE FAIT QUE COMMENCER !

**NOTRE AVENIR EST ENTRE NOS MAINS, POUR UN AUTRE FUTUR,
CONSTRUISONS UN SYNDICALISME AUTOGÉRÉ ET RÉVOLUTIONNAIRE !**

CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL - UNION DES SYNDICATS DE LA RÉGION PARISIENNE

WWW.CNT-F.ORG

ÎLE-DE-FRANCE

33, rue des Vignoles, Paris 20^e
Permanences : lundi 14h - 19h
et mercredi 18h - 20h
Tél. : 06.95.45.67.62
Mail : br.rp@cnt-f.org

77 - SEINE-ET-MARNE

1 bis, impasse Émilie
77500 Chelles
(à 200 m de la gare RER)
Permanences : mercredi 18h - 20h
Tél. : 06.59.36.41.02
Mail : ul.chelles.mlv@cnt-f.org

94 - VAL-DE-MARNE

Bourse du travail de Choisy-le-Roi
27, boulevard des Alliés 94600
Choisy-le-Roi (1^{er} étage)
Permanences : vendredi 17h30 - 19h
Tél. : 06.74.17.60.34
Mail : cnt94@cnt-f.org

95 - VAL-D'OISE

Bourse du travail, Espace Mandela
82, boulevard du Général Leclerc
95100 Argenteuil
Permanences : mardi 13h30 - 16h
et jeudi 13h30 - 16h
Tél. : 06.52.93.90.88

